

Palestine/ Israël : des engagements importants des candidat(e)s - Communiqué de la Plateforme Palestine

19 avril 2012



La Plateforme des ONG françaises pour la Palestine a interrogé 8 candidat(e)s à l'élection présidentielle, tous ont répondu à l'exception du Modem. Leurs engagements sont notables pour la reconnaissance de la Palestine par la France, des mesures restrictives concernant les produits des colonies et un plus grand contrôle de la coopération militaire avec Israël.

Paris le 17 avril 2012,

La reconnaissance de l'Etat palestinien par la France a suscité le plus grand nombre de réponses, François Hollande se prononçant pour « un Etat palestinien viable », Eva Joly décrivant « l'accord conclu entre le Parti Socialiste et EELV » lequel « stipule que la République française reconnaîtra l'Etat de Palestine et défendra le droit de l'Etat d'Israël à vivre en sécurité ». Nicolas Sarkozy parle lui d'une « reconnaissance de l'Etat palestinien par la France » qui doit marquer « l'aboutissement de négociations ». Pour Nicolas Dupont-Aignan, « le peuple palestinien a bien évidemment droit à un Etat indépendant ».

Eva Joly et Jean Luc Mélenchon s'engagent pour des mesures restrictives sur l'entrée des produits des colonies sur le marché français et sur l'implication de sociétés françaises dans la politique de colonisation israélienne. Ils appellent aussi au « gel » ou à la « suspension » de l'accord d'association entre l'UE et Israël. Philippe Poutou souhaite lui mettre en place « un embargo total contre les produits et services israéliens, en premier lieu, ceux issus des territoires colonisés ». Sur ce point Nicolas Sarkozy se dit « défavorable aux mesures discriminatoires prises vis-à-vis des produits en provenance des colonies israéliennes » même si « il est important que les dispositions de l'accord d'association entre l'UE et Israël soient exactement suivies, y compris en ce qui concerne les produits provenant des colonies ».

Concernant la coopération militaire avec Israël, le candidat n'est pas favorable à une suspension mais s'engage à ce qu'aucun accord ne concerne un « entraînement conjoint de nos soldats » ainsi que pour un contrôle des contrats d'armement, assuré par une commission interministérielle. Eva Joly et Jean Luc

Mélenchon approuvent une plus grande transparence et un contrôle des ventes d'armes par la représentation nationale. Philippe Poutou choisit lui de cesser toute coopération militaire avec Israël tout comme Nathalie Arthaud qui « mettrait fin à toutes les ventes des entreprises françaises d'armement à cet État ».

Enfin le blocus de Gaza est dénoncé par l'ensemble des candidats interrogés : François Hollande appelle Israël à « prendre des mesures d'allégement et aboutir à la levée du blocus...dans des conditions garantissant la sécurité d'Israël ». Nicolas Sarkozy appelle aussi à la « levée de ce blocus », Jean Luc Mélenchon s'engageant à « suspendre toute préférence commerciale avec l'Etat d'Israël tant qu'il ne sera pas mis fin au blocus de Gaza ». Eva Joly qualifie ce blocus d'« impardonnable injustice envers la population civile ». Les deux candidats demandent qu'Israël assume les coûts des destructions des infrastructures palestiniennes financées par l'aide internationale.

[Pour connaître les réponses des candidat\(e\)s dans leur intégralité ou par thématique.](#)

• Emplacement : [Vous êtes ici](#) : [Accueil](#) > [Espace presse](#) > [Communiqués](#) >

• Adresse de cet article :

<https://plateforme-palestine.org/Palestine-Israel-des-engagements-importants-des-candidat-e-s-Communique-de-la>